Le projet de loi a été voté hier par la Chambre.

"C'est une loi de simple prévoyance", a déclaré M.Millerand, ministre de la guerre."

La Chambre a adopté le projet relatif à la classe 1917. Elle a voté cette loi de prévoyance sur un très éloquent discours de M.Millerand précisant la portée de la mesure proposée et indiquant les précautions prises pour obtenir qu'une sélection judicieuse soit faite parmi ces jeunes recrues, afin de permettre leur entraînement méthodique au cas où les nécessités de la défense nationale contraindraient le gouvernement à en décider l'incorporation.

C'est à l'unanimité que le projet a été adopté. Si certains avaient pu escompter qu'à l'occasion de ce débat des incidents graves se produiraient, ils ont été déçus.

D'ailleurs au début de la discussion le ministre de la guerre avait tenu à apporter quelques explications très nettes et très claires sur ses intentions.

Il s'agit, a déclaré M.Millerand, de prendre des mesures préparatoires à l'utilisation d'une partie de nos ressources en hommes, c'est une loi de prévoyance.

Il importe d'abord que les effectifs que nous appelons rendent leur maximum d'effet, et ensuite que quand nous devrons recourir, si nous le jugeons utile, à l'incorporation de la classe 1917, nous le fassions qu'après avoir utilisé toutes les forces mises à notre disposition. (Applaudissements.)

M.Millerand.-J'ai dit que je comptais m'adresser au Parlement, car c'est lui qui décidera par un texte spécial de l'incorporation de la classe 1917. (Applaudissements.) Nous verrons à ce moment si toutes les forces utilisables ont été utilisées. Ce n'est que lorsque l'autorité compétente aura déclaré et que nous aurons vérifié par nous-mêmes que l'appel de cette classe est nécessaire, que nous le déciderons. (Vifs applaudissements.)

Ce que nous prenons, c'est une précaution. Personne, plus ardemment que moi, ne souhaite que ce soit la précaution inutile. (Très bien! très bien!)

L'effort du pays.

Le ministre fait un impressionnant parallèle entre la mobilisation générale qui a fourni plus d'un dixième de la population et de la mobilisation industrielle qui a fait surgir une énorme quantité de matériel, de munitions, d'explosifs.

-Je n'ai pas le droit, a remarqué M.Millerand, de citer ici les chiffres que j'ai donnés à la commission; mais je puis donner une idée de l'intensité de cet effort en disant qu'en ce moment, pour les munitions, on a atteint un chiffre qui est de 600 0/0 par rapport à celui qui avait été prévu comme nécessaire au début de la guerre et que, sous peu, il atteindra celui de 900 0/0 .

Il en a été de même pour les explosifs;il a fallu en effet alimenter les engins nouveaux comme les lance-bombes et les grenades.

Pour l'artillerie lourde,nous avons septuplé le nombre des batteries du début.

Le pays tout entier,tendu vers un but unique:la victoire, consacre tous ses efforts,toutes ses ressources à la défense nationale.(Très bien! Très bien!)

L'essor des alliés.

Le ministre a conclu par ces mots qui ont soulevé d'unanimes et enthousiastes approbations.

-La France de l'intérieur s'est montrée digne de la France du front.Elle est digne de ses alliés:de la Belgique,dont l'armée chaque jour fait preuve des plus rares vertus militaires(Vifs appl.)de l'Angleterre qui,hier,à Neuve-Chapelle, a déployé les plus admirables qualités d'indomptable bravoure et de froide ténacité;de la Russie,qui,avec la prise de Przemysl,a inscrit dans son histoire un nouveau et éclatant succès dont nous commençons seulement à entrevoir les conséquences;(Vifs appl;)enfin de l'héroïsme serbe(Vifs appl.)que nous sommes fiers d'aider sur toutes les formes et de toutes les manières,dans sa lutte contre la maladie comme dans sa bataille de chaque jour contre l'ennemi commun.(Vifs appl.)

A côté de ces alliés,il y a nos admirables troupes,depuis le chef qu'environne la confiance unanime du pays et de l'armée (appl.)jusqu'au plus humble de nos héroïques soldats(appl.),tous sont calmes,inébranlables dans leur volonté, dans leur certitude de vaincre.(appl;).

A leur exemple,et aussi simplement qu'eux,faisons le nôtre.En votant ce projet de loi,qui est une mesure de prévoyance,signifiez sans emphase au monde,à nos alliés,à nos amis,à nos adversaires,que vous êtes animés de la ferme et tranquille volonté de tenir jusqu'au bout et de ne refuser aucun sacrifice pour assurer la victoire du droit et de la civilisation sur la force brutale et sur la barbarie.(Vifs appl.)

Cette déclaration qui a fait une grosse impression sur toute l'assemblée,a emporté rapidement le vote de la loi.

Ainsi s'est achevé,dans l'étroite entente des représentants de la nation et du gouvernement,ce très important débat.

LA DÉFENSE NATIONALE.
Economique et Militaire.

(Pour faire suite à l'article "Assez erré" que nous avons reproduit sous le N° 262 p.2.)

Du RALLIEMENT(17 novembre 1912):

Retour d'une excursion industrielle à l'étranger, je lis dans le RALLIEMENT l'excellent article sur la question militaire de mon noble ami le lieutenant-général Dejardin, et, comme il le sait depuis quelque cinquante ans, j'y adhère pleinement.

Ainsi qu'à bien des reprises je l'ai exprimé, cette question fondamentale était à résoudre dès 1830 et pour l'instauration même de la Belgique dite indépendante.

Déjà à cette époque de grands exemples arrêtaient l'attention des patriotes: en Prusse et en Suisse, la défense du pays était basée sur l'éducation physique et civique de l'enfance.

Nos Constituants, tout en proclamant l'"égalité des Belges devant la loi" et "tous les pouvoirs publics émanent de la nation", glissèrent dans l'ornière de la conscription pour les pauvres, avec remplacement pour les riches; et, en vue d'assurer leur "oeuvre nationale", ils instituèrent l'électorat du cens, de l'argent, du matérialisme, du cosmopolitisme, sûr moyen d'altérer l'éclosion d'une patrie qui germait dans l'enthousiasme révolutionnaire des foules.

Pour la sincérité populaire, nul doute qu'il fallait l'armée effectivement nationale, les parvenus marchant à l'avant-garde; et si alors était intervenue cette solution de justice et de logique nous n'aurions pas, à l'heure présente, la situation périlleuse et honteuse qui nous est faite.

Il fallait cette solution, non seulement pour nous défendre militairement, mais pour nous défendre économiquement.

Depuis des siècles notre territoire avait été le théâtre de guerres acharnées et sans cesse renouvelées entre nos voisins qui, à chaque coup, bouleversaient et ruinaient nos provinces.

Nos deux races, où sévissait le particularisme communal, s'étaient maintenues étrangères, souvent hostiles.

Nous devions nous souder, nous unir intimement dans un labeur commun, d'autant plus progressif que nous formions un agglomérat hétérogène plus faible en face des ogres qui nous épiaient à nos frontières.

Et rien ne pouvait atteindre ce but suprême comme l'instruction obligatoire nationalisée pour la défense la plus largement généralisée.

Mais c'est ce que ne voulurent pas comprendre nos Constituants, ni les gouvernements et les rois qui suivirent, dévoyés qu'ils furent par l'électorat d'argent.

Cela nous fit,aulieu d'une représentation "nationale", une représentation censitaire.

Et comme ministre du roi,des ministres électoralisés.

Dans cette "habilété politique"d'immoralité,de fraude, de corruption,que pouvait devenir la naïveté populaire, sinon une masse informe de désabusés?

Aussi notre institution militaire ne fut-elle jamais qu'une perpétuelle protestation contre la "veulerie bourgeoise" ,contre le"vil capitalisme",contre le "monde de la galette";de tout temps elle fut dangereusement négligée,manifestement hors d'état de bonne résistance;et,pour parer à sa manifeste insuffissance,nous sacrifiâmes des centaines de millions en fortifications étouffantes pour la paix,fallacieuses pour la guerre;édification d'un entretien coûteux qu'il fallait amortir tous les quarts de siècle.

A l'intérieur,les avertissements abondèrent;mais c'était peine perdue de parler de patrie dans notre monde dirigeant... ses intérêts;et,à l'extérieur,les événements les plus démonstratifs n'eurent aucune prise sur cette "autorité tutélaire".

Quand en 1864,la Prusse attaqua le Danemarck,cette démonstration exercée du fort sur le faible fut complète;le service général avec préparation dès l'enfance avait sous nos yeux renouvelé son enseignement de 1807 et toutes les puissances grandes et petites,pour s'élever à niveau,n'avaient d'autre alternative que l'imitation.

La campagne de Bohême de 1866 en fut une éclatante confirmation;cependant l'engouement conservateur...des privilèges,empêcha de tirer parti de la leçon.

Et,il fallut l'année terrible,1870,conséquence fatale du génie napoléonien qui,sans le savoir,organisa l'ennemi contre la France,pour qu'enfin la frousse décidât brusquement ce que la saine raison,avec tout le temps dont elle disposait,eut dû réaliser.

Toutes les nations de l'Europe réformèrent leurs armées sur le modèle de l'institution victorieuse,toutes,sauf l'Espagne et la Belgique!

Depuis lors,40 années se sont écoulées;et l'armée belge, pour les besoins particuliers de nos politiciens régnants, n'a fait que s'appauvrir devant les forces grandissantes des colosses qui nous cernent.

Nous sommes là,malgré nos 7 1/2 millions d'énergique population,comme pressés entre deux mâchoires d'un étau gigantesque.

Tandis que ces puissances possèdent sur pied de guerre des effectifs de un homme sur 10 de population totale et une armée merveilleusement organisée ,capable en 24 heures de

se jeter en torrents dévastateurs dans nos campagnes et nos villes, l'armée belge en est réduite à un soldat sur 50, avec une organisation, un armement, un entraînement d'une lamentable infériorité.

Voilà en dépit de nos ressources et de nos devoirs, où nous ont conduits la moralité, la prévoyance, la capacité administrative, le "génie" de nos directeurs généraux dits responsables.

L'armée est profondément dégoûtée; tous les triturages qu'elle a subis, toujours suggérés par la méprisable préoccupation électorale, n'ont amené que des résultats négatifs, militaires et sociaux; et aujourd'hui acculé par la peur, le gouvernement suscite -vaguement d'ailleurs- de nouveaux replâtrages qui répugnent à la Nation et qui ne peuvent aboutir pour le pays qu'à un supplément de déconsidération.

Au dire des journaux "bien informés", il ne s'agirait plus de "sacrifier" un fils par famille, donnant l'hypothétique contingent de 42,800 hommes sur pied de paix, et 150 à 180,000 sur pied de guerre; le "sacrifice" irait à deux fils par famille réalisant une armée de 300,000 hommes?

Mais cela ne constitue nullement une solution logique et nationale, répondant aux données du problème posé, et pas plus au point de vue militaire qu'aux points de vue économique et social.

-Quel est donc, devant la situation Européenne telle quelle, le problème à résoudre:

Remplir nos obligations internationales;

Empêcher l'envahissement;

Opposer des forces supérieures à celles que la France et l'Allemagne peuvent, sans imprudence, lancer dans nos provinces;

Constituer ces forces en accord avec nos conditions humaines, territoriales, économiques, nationales.

Il nous faut donc, plus rapidement que l'Allemagne et la France, concentrer à la frontière menacée, une armée pour le moins équivalente; alors, et alors seulement, nos bons voisins, garants de notre "indépendance", respecteront jusqu'au bout leurs engagements diplomatiques.

Nos obligations internationales étaient évidentes: nous devions aider les Puissances dans leurs engagements moraux vis-à-vis de nous; et nous le devions directement pour nous-mêmes, afin que notre neutralité ne dégénérat en émasculation indigne de l'estime public.

La dignité chez nous c'était, non seulement la barrière morale et militaire à l'envahissement, c'était aussi pour nos voisins la réduction des chances de s'entre-égorger.

La force envahissante peut monter à 400 ou 500.000 hommes, c'est celle supputée par les spécialistes les plus autorisés.

et cette formidable armée, entraînée de longue date, et soumise à deux années pleines d'encasernement, ne saurait être tenue en échec par une armée FUTURE de 300,000 hommes, électoralement tripotée, au grand mépris de nos masses populaires, privées du droit de vote, qui mieux que nos dirigeants se connaissent en courage, et qui, elles, supportent la responsabilité finale, autrement positive que la "responsabilité ministérielle".

Mieux que nos grands voisins, nous pouvions édifier une armée de 1 homme sur 10, c'est-à-dire de 750,000 combattants; et, depuis plus d'un demi-siècle, la sécurité, l'honneur, le progrès, exigeaient la nation tout entière organisée pour la défense du patrimoine commun, de notre premier établissement commun.

Mais cela n'est réalisable partout, et surtout dans notre pays le plus laborieux de la terre, qu'avec la réduction au minimum de l'encasernement, donc avec la préparation militaire dès l'enfance.

C'est la solution prêchée avec tant d'ardeur depuis 50 ans par nos fractions démocratiques, que négligèrent nos conservateurs de droite et de gauche, et que vient de renouveler l'éminent général Jejardin.

Seulement à l'heure actuelle, devant une Europe enfiévrée, toujours sur le point de mobiliser, est-il permis de décréter tout d'un coup l'entrée en fonctions immédiate et régulière de la nation armée?

Evidemment non.

C'est, dit-on, le mot d'ordre du socialisme. Je n'en crois rien; un parti qui se réclame de la science ne saurait vouloir la transformation radicale et violente d'un grand organisme: ce serait le choc destructeur, la mort sans phrase de ce que l'on veut édifier en service permanent.

Il faut un quart de siècle d'instruction obligatoire et de préparation militaire vigoureusement menée pour échafauder un tel système dans les conditions valables.

Jusque là, force nous est d'admettre une période transitoire: le service personnel et général, avec les moyens habituels qu'impose le malheur des temps et notre très coupable inertie des 62 années traînées dans "l'exonération du plus sacré devoir".

Mais le succès définitif, chez nous, de la nation armée, ne fait aucun doute, et cela au double point de vue économique et militaire. Ce qui me donne cette conviction, c'est mon expérience propre: mes années de jeunesse passées à l'école des pupilles et dans l'armée, comme toute une carrière d'ingénieur vécue au milieu de troupes ouvrières nombreuses, dans des travaux périlleux.

J'ai parcouru et observé l'Europe en tous sens et je

soutiens qu'il y a pas un seul peuple plus apte que le nôtre à dresser la nation armée dans sa forme la plus solide.

Alors, pour atteindre cet objectif, si foncièrement national, comment faudrait-il procéder?

1° Décréter l'instruction obligatoire avec la préparation dite militaire;

2° Décréter le service général en maintenant provisoirement les 15 mois d'encasernement ou de présence équivalente;

3° Réduire cette présence à mesure des progrès de la préparation scolière, ainsi que le réclame le général Dejardin.

Ces progrès éblouiraient nos officiels éducateurs, si imprégnés "d'habileté politique"; l'émulation serait énorme; la réduction d'encasernement s'effectuerait rapide et d'un commun accord sur le vu des résultats acquis.

Ainsi, dans les années de début, nous n'exposerions rien; prudemment, nous traverserions la période transitoire; nos cadres instructeurs maintenus en activité se développeraient peu à peu; et, au bout de 25 ans -probablement moins,- nous entrerions dans le système intégral de la nation armée, avec des classes sociales plus unies, plus confiantes dans nos institutions, mieux dressées pour notre labeur collectif.

Enfin nous formerions une nation et nous aurions une patrie! Nous serions maîtres chez nous; nos gros voisins s'abstiendraient de dicter dans nos ministères leurs DESIDERATA; le Congo, d'ores et déjà guetté, serait notre bien; nous ne serions plus émasculés, objet de la dérision circonvoisine; nous tiendrions de nous-mêmes notre liberté; notre champ d'exploitation belge serait respecté, parce que défendu; et, nous respectant mieux nous-mêmes, parce qu'ayant plus de valeur collective, nous nous engagerions d'un pas plus ferme, plus personnel, plus sûr dans la voie de tous progrès.

Th. VERSTRAETEN.

En vente fr. 0.25